

DÉLIBÉRATIONS



Le 25 avril 2024 à 13h37 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents :

Madame Élisabeth ALAZARD, Madame Zohra AMIMI, Monsieur Jean DE BEIR, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Martine LELAIT, Madame Marie-Françoise MARCASSIN, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET,

Étaient représentées :

Madame Katherine COEUFF ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR,
Madame Marie DESBORDES ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE,
Madame Geneviève LARMARAUD ayant donné pouvoir à Madame Marie-Françoise MARCASSIN,

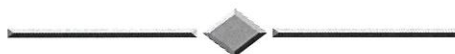
Étaient excusés :

Madame Béatrice BOCHET, Madame Amèle MANSOURI, Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL, Madame Félicie RENON, Madame Mireille VACHE-PICAT,

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 19 avril 2024



14 COMPTE DE GESTION 2023 DE L'EHPAD LA PLÉIADE

MESDAMES, MESSIEURS,

Avant l'adoption du compte administratif 2023, le Conseil d'Administration est invité à donner son avis sur le compte de gestion du Trésorier Principal Municipal.

Les résultats portés dans les deux documents étant identiques, il est proposé d'adopter le compte de gestion du budget EHPAD « La Pléiade » présenté par le Trésorier Principal Municipal pour cet exercice.

DÉLIBÉRATIONS

5. Autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer tous les actes et documents en vue d'accomplir toutes les formalités qui s'avèrent nécessaires.

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,



Monsieur le Président du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.